

## **Négociations sur le prochain cadre financier pluriannuel de l'Union Européenne :**

### **Mobilisation des parlementaires pour une action politique forte et une sanctuarisation du budget de la PAC**

L'action des gouvernements français successifs, depuis la création de l'Europe, dans les négociations européennes, a toujours résolument été tournée vers l'objectif de préservation de la Politique Agricole Commune (PAC), seule politique ayant une dimension européenne et dont le pays reste l'un des principaux bénéficiaires.

Admettre que la France ne soit pas aux avant-postes de la défense budgétaire de la PAC est une faute économique et historique. Plus que jamais, la priorité pour la France et pour l'Europe, doit être de porter une ambition agricole et agroalimentaire forte à travers une stratégie économique clairement définie. N'oublions pas que l'agriculture et l'industrie agroalimentaire contribuent largement à redresser la balance commerciale de la France. Il est impensable d'admettre que, pour la première fois de son histoire, la France soit prête à accepter une diminution de l'enveloppe agricole communautaire. Cette attitude serait en totale opposition avec la politique agricole menée par tous les grands pays (Etats-Unis, Inde, Brésil, Chine...) qui accroissent leur budget en se positionnant face à l'enjeu alimentaire. Cette attitude mettrait dangereusement en péril la Ferme France et sa capacité à répondre aux défis présents et futurs. Au contraire, la France, avec le monde paysan, doit garantir l'autonomie alimentaire et se donner les moyens de son ambition.

A la veille d'un Conseil Européen informel en fin de semaine, au cours duquel les ambitions fondatrices de la PAC seront peut-être remises en cause, de façon inédite, nous demandons la sanctuarisation de la PAC et de son budget, et en appelons à la responsabilité des dirigeants français.

Fragilisée, soumise à l'impact de la volatilité des prix, aux crises à répétition et aux aléas climatiques, l'agriculture française doit, aujourd'hui et pour les années à venir, se renforcer sur le plan de la compétitivité tout en relevant les défis liés au changement climatique, à l'environnement et à la concurrence internationale et sécuriser ses approvisionnements.

Nos priorités aujourd'hui sont l'amélioration des outils de gestion des risques, l'organisation des marchés et la régulation pour prévenir les crises, l'accroissement de la compétitivité de l'agriculture, l'encouragement vers plus de lien entre agriculture et territoire et enfin, la nécessité de sortir d'une approche défensive en matière environnementale.

A l'heure des négociations actuelles en vue d'un accord de libre-échange entre l'UE et l'Australie, entre l'UE et le Canada (CETA) et avec la Nouvelle-Zélande et les pays du Mercosur, il convient de tout mettre en œuvre pour ne pas aboutir à des distorsions de concurrence en laissant entrer sur le marché de l'Union Européenne des produits qui ne respectent pas les normes européennes et françaises alors même que la France aurait à

subir davantage de contraintes. L'occasion est donnée à la France, ce vendredi, de renouveler son leadership sur la scène européenne, et de porter une vision commune offensive et une capacité européenne à porter l'exigence de ses standards de production et l'excellence de ses produits au niveau mondial.

A la veille de l'ouverture du 55<sup>ème</sup> Salon International de l'Agriculture, les agriculteurs, les entreprises agroalimentaires présentes sur l'ensemble de nos territoires ont besoin d'une vision claire, volontariste et ambitieuse de la stratégie française. Ils ont besoin d'une confiance renouvelée à travers la défense résolue du budget de la PAC.

Enfin, pour ce secteur qualifié plusieurs fois de « stratégique », garant de la « souveraineté alimentaire » par le Président Emmanuel Macron, lors de son discours de Rungis, à l'automne 2017, nous attendons que l'on donne du sens à la politique agricole et agroalimentaire française et européenne, et que le Gouvernement Français s'engage aux côtés des exploitants pour le développement d'une agriculture économiquement viable, territorialement équilibrée, socialement équitable et respectueuse de l'environnement. Il serait coupable pour l'exécutif français de manquer ce rendez-vous européen. Ce serait la première fois que le Président de la République et le Gouvernement renonceraient à défendre la PAC et accepteraient une diminution de son budget, au préjudice de nos agriculteurs, de nos territoires, et de notre économie.